

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/1.1

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	2	2

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA, Jean-Pierre RE.

<u>VOTE :</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>UNANIMITE :</u> OUI		
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Avenant n° 8 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation d'un groupe scolaire, d'un stade et d'une salle polyvalente sur le site de la Castellane à Ollioules

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune d'Ollioules a délégué à la société Var Aménagement Développement (VAD) le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte, un groupe scolaire, un stade et une salle polyvalente sur le site de la Castellane, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée.

Cette opération a été scindée en 4 étapes, chacune représentant une tranche de travaux :

- Tranche ferme : viabilisation - Terrassements, aménagements
- Tranche conditionnelle 1 : Groupe scolaire
- Tranche conditionnelle 2 : Stade
- Tranche conditionnelle 3 : Salle polyvalente.

Par délibération du 1^{er} Février 2016, l'assemblée délibérante a approuvé l'avenant n° 5 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, avec la société Var Aménagement Développement pour entériner les modifications de la Tranche Conditionnelle 1 (groupe scolaire) portant :

- le montant de la tranche conditionnelle 1 à 3.322.347,00 € TTC ; soit une augmentation de 150.555,00 € TTC (+ 4,75 %) par rapport au montant initial de la tranche conditionnelle 1 (3.171.792,00 € TTC).
- les honoraires de VAD, pour la tranche conditionnelle 1, à 99.536,00 € TTC ; soit une augmentation de 4.382,00 € TTC (+ 4,6 %) par rapport au montant initial de la tranche conditionnelle 1 (95.154,00 € TTC).

Par délibération du 10 Avril 2017, l'assemblée délibérante a approuvé l'avenant n° 7 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la société Var Aménagement Développement pour entériner les modifications de la Tranche Conditionnelle 1 (groupe scolaire) portant :

- le montant de la tranche conditionnelle 1 à 3.445.879,00 € TTC ; soit une augmentation de 123.555,00 € TTC (+ 3,58 %) par rapport à l'avenant n°5 et + 274.087,00 € TTC (+ 8,64 %) par rapport au montant initial de la tranche conditionnelle 1 (3.171.792,00 € TTC).
- les honoraires de VAD, pour la tranche conditionnelle 1 à 103.265,00 € TTC ; soit une augmentation de + 3.729 € TTC (+ 3,75 %) par rapport à l'avenant n°5 et + 8.111,00 € TTC (+ 8,52%) par rapport au montant initial de la tranche conditionnelle 1 (95.154,00 € TTC).

Cependant, la Commune souhaitant compléter le programme de la Tranche Conditionnelle 1 par l'extension du groupe scolaire « Simone VEIL » en créant 2 classes supplémentaires, il convient d'entériner ces travaux complémentaires par un avenant n°8 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée qui aura pour objet :

- de prendre en compte le nouveau montant de la Tranche Conditionnelle 1 comme suit :

. Montant initial Tranche Conditionnelle 1 :	3.171.792,00 € TTC
. Montant TC1 suite avenant n° 5 :	3.322.347,00 € TTC
. Montant TC1 suite avenant n° 7 :	3.445.879,00 € TTC
. Montant TC1 suite avenant n° 8 :	3.976.000,00 € TTC

Soit une augmentation de 530.121,00 € TTC par rapport au montant de la Tranche Conditionnelle 1 de l'avenant n° 7 ; représentant une hausse de 4,79 % par rapport au montant initial global à savoir TF + TC1 + TC2.

- de prendre en compte le nouveau montant des honoraires VAD de la Tranche Conditionnelle 1 comme suit :

. Montant honoraires initiaux Tranche Conditionnelle 1 :	95.154,00 € TTC
. Montant honoraires TC1 suite avenant n° 5 :	99.536,00 € TTC
. Montant honoraires TC1 suite avenant n° 7 :	103.265,00 € TTC
. Montant honoraires TC1 suite avenant n° 8 :	119.724,00 € TTC

Soit une augmentation de 16.459,00 € TTC par rapport à l'avenant n° 7.

Honoraires VAD initiaux (TF + TC1 + TC2) = 331.693,00 € TTC

Honoraires VAD y compris l'avenant n°8 (TF + TC1 + TC2) = 380.509,00 € TTC

Soit une augmentation de + 14,71 % (y compris l'avenant n°8).

Pour mémoire :

- les avenants n°1, 3, 4 et 6 concernaient la Tranche Ferme donc sans incidence sur la Tranche Conditionnelle 1.
- L'avenant n°2 concernait la Tranche Conditionnelle 2, il était donc sans incidence sur la Tranche Conditionnelle 1.

L'ASSEMBLEE,
OUI L'EXPOSE DE SON PRESIDENT,
APRES DELIBERE,

1 – APPROUVE l'avenant n° 8 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la société Var Aménagement Développement qui entérinera les modifications de la tranche conditionnelle 1 portant sur :

- l'enveloppe financière des travaux
- la rémunération du mandataire.

2 – AUTORISE Monsieur le Maire à signer cet avenant.

3 – DIT que les dépenses seront inscrites au budget communal.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES

PROJET

MAITRE DE L'OUVRAGE :

**COMMUNE D'OLLIOULES
ESPACE PIERRE PUGET
PLACE MARIUS TROTOBAS
83190 OLLIOULES**

**OBJET DU MARCHÉ : CONVENTION DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA
REALISATION D'UN GROUPE SCOLAIRE, D'UN STADE ET D'UNE SALLE
POLYVALENTE SUR LE SITE DE LA CASTELLANE A OLLIOULES.**

AVENANT N° 8

au marché n°2010-AOO.01 signé le 29 mars 2010 par la Commune d'Ollioules et notifié à l'entreprise le 15 avril 2010.

Ordonnateur : Monsieur le Maire d'OLLIOULES.

Le Maire de la Commune d'Ollioules, Monsieur le Maire, a l'honneur de vous adresser ci-joint le projet de convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un groupe scolaire, d'un stade et d'une salle polyvalente sur le site de la Castellane à Ollioules.

En vous remerciant de l'intérêt que vous portez à la Commune d'Ollioules, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur le Maire

Entre les soussignés,

Monsieur Robert BENEVENTI, Maire d'Ollioules agissant en cette qualité,

d'une part,

et,

Monsieur Jérôme CHABERT, Directeur Général, agissant au nom de la société Var Aménagement Développement, sise l'Albatros – avenue d'Entrecasteaux – BP 1406 – 83056 TOULON cedex,

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE I – OBJET DE L'AVENANT

L'objet du présent avenant est de modifier le bilan financier prévisionnel de la Tranche Conditionnelle n°1 (Groupe Scolaire) suivant le tableau joint en annexe au présent avenant, afin de l'adapter à la demande de programme complémentaire formulé par la Commune :

- Extension du groupe scolaire « Simone Veil » soit la création de 2 classes supplémentaires.

ARTICLE II – CONDITIONS DE REGLEMENT

Les conditions de règlement sont inchangées.

ARTICLE III – MONTANT DE L'AVENANT

La passation de l'avenant présente les incidences financières suivantes au regard du marché initial (suivant détail bilan annexé) :

Tranche Conditionnelle 1 :

Montant initial TC1 :	3 171 792 € TTC
Montant TC1 avenant n° 5 :	3 322 347 € TTC
Montant TC1 avenant n° 7 :	3 445 879 € TTC
Montant TC1 avenant n° 8 :	3 976 000 € TTC

Détail suivant tableau financier joint en annexe.

Soit une augmentation de 530 121 € TTC par rapport au montant de la TC1 de l'avenant n°7 ; ce qui représente une augmentation de + 4,79 % par rapport au montant initial global à savoir TF + TC1 + TC2.

Honoraires VAD Tranche Conditionnel 1 :

Montant initial des honoraires VAD TC1 :	95 154 € TTC
Montant honoraires VAD, TC1 après avenant n° 5 :	99 536 € TTC
Montant honoraires VAD, TC1 après avenant n° 7 :	103 265 € TTC
Montant honoraires VAD, TC1 après avenant n° 8 :	119 724 € TTC

Soit + 16 459,00 € TTC par rapport à l'avenant n°7.

Honoraires VAD initiaux (TF+TC1+TC2) = 331 693 € TTC

Honoraires VAD compris l'avenant n°8 (TF+TC1+TC2) = 380 509 € TTC

Soit une augmentation de + 14,71 % (y compris avenant n°8).

Pm : Les avenants n°1, n°3, n°4 et n°6 concernaient la Tranche Ferme donc sans incidence sur la Tranche Conditionnelle 1. L'avenant n°2 concernait la Tranche Conditionnelle 2, il était donc sans incidence sur la Tranche Conditionnelle 1.

ARTICLE V – CLAUSES ET CONDITIONS DIVERSES

Les clauses et conditions diverses du marché initial restent valables tant qu'il n'est pas dérogé par le présent avenant n° 8.

A Ollioules, le

en exemplaires originaux.

Le Mandataire,
Le Directeur Général de V.A.D.

Le Maire d'Ollioules,

Jérôme CHABERT

Monsieur Robert BENEVENTI.

Annexe : Proposition de bilan prévisionnel avenant n°8

Mis à jour le 02/02/2018

541B - Groupe scolaire La Castellane TC1 - Olioules

PROJET AVENANT 8 (2 EXTENSIONS)

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

	Bilan prévisionnel initial	Bilan Avr 7	Sommes engagées	Bilan proposition Avr 8	Augmentation de budget en € TTC (/avenant 7)
Opération	3 171 792	3 445 879	3 439 354	3 976 000	530 121
Terrain					
Etudes préalables	69 228	34 909	34 909	34 909	
Etudes diverses, amiante, termites, réseaux	3 588		6 060	6 060	
Etude de sol complémentaires	9 568	6 060		4 129	
Relevé géomètre complémentaire	5 980	4 129		24 720	
Concours Indemnités candidats	50 092	24 720			
Honoraires	417 619	385 385	385 385	452 032	66 647
Maîtrise d'œuvre	264 316	265 200	265 200	308 540	43 340
Bureau de contrôle	21 145	11 736	11 736	16 417	4 681
Coordonnateur sécurité	10 573	5 184	5 184	7 351	2 167
Mandataire	95 154	103 265	103 265	119 724	16 459
Pilotage O.P.C.	26 432				
Prestations TC1	2 643 160	2 882 890	2 729 067	3 316 292	433 402
Bâtiment (y.c avt1 STB -15 000,00 € HT)	2 643 160	2 856 169	2 702 346	3 289 571	433 402
Concessionnaires		26 721	26 721	26 721	
Divers	15 548	27 970	27 970	33 970	6 000
Autres charges de gestion	9 568	2 232	2 232	2 232	
Tirages	5 980	2 848	2 848	3 848	1 000
Assurances DO 1%		22 890	22 890	27 890	5 000
Autres dépenses	26 237	114 725	262 023	138 798	24 073
Tolérances sur estimations 0%					
Aléas imprévus 2%	26 237	114 775	257 200	129 775	15 000
Révision honoraires 2%		9 345	7 407	11 607	2 262
Révision travaux 2%		-9 395	-2 584	-2 584	6 811
Les montants figurant dans ce tableau sont en € TTC					

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/2.1

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	2	2

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA, Jean-Pierre RE.

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : NON	<u>POUR</u> : 28	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> : 3	<u>BLANC(S)</u> :	

OBJET: Accord donné par la Ville pour la poursuite et l'achèvement par la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE de la procédure de révision allégée du PLU engagée par la Ville

Madame Ginette AUDIGIER, adjointe au Maire rappelle à l'assemblée qu'en application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu est transférée depuis le 1er janvier 2018 à la métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'exercice de cette compétence par la Métropole ne permet plus à la Commune de poursuivre elle-même les procédures d'élaboration ou d'évolution de PLU qu'elle a engagées, mais la loi prévoit, dans ce cas que la Métropole peut les achever, si elle le souhaite. La Métropole doit néanmoins obtenir au préalable l'accord de la commune.

La Métropole TPM souhaitant poursuivre la procédure engagée par la commune, il est donc proposé au Conseil Municipal de donner son accord pour la poursuite de la procédure engagée par la Commune et non achevée à ce jour, à savoir la révision allégée du PLU.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5217-2,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article L 153-9,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Toulon-Provence-Méditerranée »,

VU la délibération n° du Conseil Métropolitain en date du 13 février 2018 sollicitant l'accord de la commune pour la poursuite des procédures engagées avant le transfert,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 17/11/2.2 27 novembre 2017 prescrivant la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme,

CONSIDERANT que la Métropole se substituera de plein droit dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. DONNE son accord à la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour poursuivre et achever la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme engagée par la commune.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire pour procéder à l'exécution de la présente délibération.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/2.2

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	2	2

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA, Jean-Pierre RE.

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : NON	<u>POUR</u> : 28	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> : 3	<u>BLANC(S)</u> :	

OBJET : Accord donné par la Ville pour la poursuite et l'achèvement par la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE de la procédure de révision du Règlement Local de Publicité engagée par la Ville

Madame Ginette AUDIGIER, adjointe au Maire rappelle à l'assemblée qu'en application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu est transférée depuis le 1er janvier 2018 à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'exercice de cette compétence par la Métropole ne permet plus à la Commune de poursuivre elle-même les procédures d'élaboration ou d'évolution de PLU qu'elle a engagées, mais la loi prévoit, dans ce cas que la Métropole peut les achever, si elle le souhaite. La Métropole doit néanmoins obtenir au préalable l'accord de la commune.

Le Règlement Local de Publicité (RLP) est élaboré, révisé ou modifié suivant la même procédure que le Plan Local d'Urbanisme, bien que les deux procédures soient indépendantes l'une de l'autre.

La Métropole TPM souhaitant poursuivre les procédures de révisions de RLP, il est donc proposé au conseil municipal de donner son accord pour la poursuite de cette procédure engagée par délibération du 27 novembre 2017.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5217-2,

VU le code de l'Urbanisme et notamment son article L 153-9,

VU le Code de l'environnement et notamment son article L581-14-1,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Toulon-Provence-Méditerranée »,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 17-11-2.1 du 27 novembre 2017 prescrivant la révision du RLP,

VU la délibération n° du Conseil Métropolitain 13 février 2018 sollicitant l'accord de la commune pour la poursuite de la procédure engagée avant le transfert,

CONSIDERANT que la Métropole se substituera de plein droit dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. DONNE SON ACCORD à la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour poursuivre et achever la procédure de révision de RLP engagée par la commune.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire pour procéder à l'exécution de la présente délibération.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/2.3

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	2	2

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA, Jean-Pierre RE.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :	
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>BLANC(S)</u> :		

OBJET : Cession d'un ancien château d'eau, parcelle cadastrée BM n°140

Madame Ginette AUDIGIER, adjointe au Maire rappelle à l'assemblée que la Ville a acquis par la procédure des biens vacants sans maître, un ancien château d'eau, situé au chemin de Geffrier, parcelle cadastrée section BM n°140, d'une contenance de 100m².

Ce château d'eau est désaffecté depuis de nombreuses années et est en très mauvais état.

La ville ne souhaite pas le conserver, il n'est d'aucun intérêt pour la collectivité, il sera donc cédé.

Monsieur PARIS LECLERC propriétaire de la parcelle contiguë souhaite s'en porter acquéreur.

Madame AUDIGIER propose donc de céder la parcelle cadastrée BM n°140 surmontée du château d'eau à Monsieur PARIS LECLERC à l'euro symbolique, avec l'obligation pour ce dernier de procéder à la démolition du château d'eau dans les deux mois de la signature de l'acte authentique.

Il est entendu que les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. DECIDE de céder la parcelle cadastrée BM n°140, avec l'obligation pour l'acquéreur de procéder à la démolition, à ses frais et risques, et à l'évacuation des déblais du château d'eau dans les deux mois de la signature de l'acte authentique.
2. DIT que, sous cette condition, cette cession se fera à l'€uro symbolique,
3. AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à signer tous les actes nécessaires pour l'application de cette délibération.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/2.4

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	2	2

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA, Jean-Pierre RE.

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : NON	<u>POUR</u> : 30	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) : 1</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Convention de mise à disposition des données de thermographie aérienne par infrarouge entre la Ville et la Métropole

Madame Ginette AUDIGIER, adjointe au Maire informe l'assemblée que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a réalisé une thermographie aérienne du territoire.

Cette démarche s'inscrit dans les actions du Plan Climat-Air-Energie, « réduire la consommation énergétique dans les bâtiments des secteurs résidentiel et tertiaire » et dans la fiche « déployer la plateforme de rénovation énergétique »

L'objectif est de favoriser la mise en relation des acteurs de rénovation énergétique et d'accompagner les citoyens dans leur projet de rénovation. La vocation première de ce nouvel outil est de permettre la sensibilisation aux questions de l'énergie.

Il pourra être utilisé dans le cadre de la politique « habiter et rénover » mise en place par TPM, considérant que ce n'est en aucun cas un outil de diagnostic énergétique.

Aussi, pour éviter des dérives, l'utilisation des données de la thermographie est strictement encadrée. Après une formation à l'interprétation des images, les utilisateurs disposeront d'un

compte identifié. La Commune s'engage ne pas copier, reproduire et diffuser, ou permettre à un tiers d'utiliser les données. Ces données ne seront pas mises en ligne sur le site internet de la Commune ou de TPM.

Cette convention, jointe en annexe, est conclue pour une durée de 5 ans.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition des données de thermographie aérienne par infrarouge telle que jointe en annexe.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition des données de thermographie aérienne par infrarouge et à procéder à toutes les formalités nécessaires pour l'application de cette délibération.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI





CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES DONNEES THERMOGRAPHIE AERIENNE PAR INFRAROUGE



Entre

La commune d'OllioulesXXXX, ci-après dénommée la Commune, domicilié à l'Hôtel de Ville, domiciliée XXXX, et représentée par son Maire, Robert BENEVENTIXXXX, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 12 mars 2018

XXXXX

D'une part,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Ci-après dénommée MTPM, domicilié à l'Hôtel de la Métropole, représenté par son président Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole, agissant en vertu de la délibération en date du

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Parmi les actions inscrites dans sa politique de l'environnement et son Plan Climat Air Energie Territorial, MTPM a réalisé, dans le cadre d'un partenariat avec GRDF, une thermographie aérienne à l'échelle de son territoire pour contribuer au développement du conseil en énergie en direction des particuliers. Cette action fait partie de l'axe 3 du Plan « Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments des secteurs résidentiel et tertiaire » et plus précisément la fiche « Déployer la plateforme de rénovation énergétique » dont l'objectif est de favoriser la mise en relation des acteurs de la rénovation énergétique et accompagner les citoyens dans leur projet de rénovation.

MTPM a décidé de mettre à disposition des communes les données de cette thermographie aérienne pour favoriser le développement d'actions de sensibilisation auprès de la population sur la question de l'énergie.

Cette convention de mise à disposition des données de la thermographie aérienne prévoit les modalités de transmission et d'usage de l'outil et rappelle sa vocation première : la sensibilisation.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités techniques de mise à disposition des données de la thermographie aérienne par infrarouge réalisée sur le périmètre de MTPM. Ce document précise également les limites d'interprétation et de lecture que présentent cet outil et l'accompagnement technique nécessaire pour son utilisation.

ARTICLE 2 : Mise à disposition des données de thermographies aériennes par infrarouge sur le territoire de MTPM

Un accès particulier de la Commune aux données sera possible par le biais du Portail cartographique mutualisé de MTPM : E-Cassini via un compte dédié, fourni à la demande des utilisateurs s'ils n'ont pas été identifiés par le porteur du projet. Cette application permet la visualisation, la recherche d'une image via un système d'adressage et des outils associés. En outre, les images pourront être transmises au format numérique. L'utilisation de ces données nécessitera la signature d'un acte d'engagement dans lequel seront cités tous les traitements envisagés. Des restrictions d'usage pourront être émises par MTPM.

A ces fins, le service SIG de la MTPM est le principal contact joignable par mail : sosinfo@tpmed.org

Les images s'accompagneront d'un document technique descriptif du déroulement de l'opération d'acquisition des données réalisée durant l'hiver 2017. Cette mise à disposition est proposée à titre gracieux.

ARTICLE 3 : Modalités d'usage des données

Usage interne

Les données permettent à la Commune de visualiser les déperditions de chaleur sur les toitures de ses propres bâtiments (locaux, administratifs, sportifs, scolaires, ...).

Sensibilisation du public

Les données permettent d'accompagner des actions de sensibilisation auprès du public. Dans ce cas, la Commune s'engage à mettre en place un moyen de diffusion adapté pour que les particuliers puissent bénéficier d'une lecture appropriée des images relatives à leur habitation.

En outre, MTPM encourage la Commune à organiser la diffusion des données par l'intermédiaire (ou avec l'appui) d'une structure spécialisée dans le conseil en énergie. MTPM rappelle à cet égard que les équipes d'OPAH ainsi que celle du guichet unique seront les interlocuteurs exclusifs de la démarche.

Mise en garde sur l'interprétation des données et la mise en ligne sur internet

La thermographie aérienne est un outil de sensibilisation aux questions de l'énergie (gestion des consommations et isolation) sur le bâti et non un outil de diagnostic énergétique. Aussi, MTPM tient à mettre en garde la Commune sur :

- Une lecture trop technique, une mauvaise interprétation ou une utilisation de type « diagnostic thermique » qui pourraient être tirées de la thermographie ;
- Un libre accès des particuliers non formés à la lecture de ce type d'images risquant les mauvaises interprétations et diminuant l'impact de la sensibilisation ;
- Un libre accès laisserait également la possibilité au secteur professionnel de s'emparer de ce support pour effectuer des démarches commerciales inopportunes et contraires aux objectifs du projet de sensibilisation.

C'est pourquoi, MTPM et la Commune s'engagent formellement à ne pas mettre en ligne sur leurs sites Internet respectifs ces données.

MTPM ne pourra être tenue pour responsable d'une utilisation ou d'une interprétation inadaptée de la thermographie aérienne du périmètre en question.

ARTICLE 4 : Propriétés des données

La présente convention n'emporte en aucun cas transfert de propriété totale ou partielle des données. La Commune ne pourra permettre à un tiers d'utiliser les données de la thermographie pour ses propres besoins ou dans un but lucratif. Cette mise à disposition ne permet en aucun cas à la Commune de copier, de reproduire et de diffuser pour le compte d'autrui les fichiers transmis.

ARTICLE 5 : Communication

La communication de la Commune relative aux données, objet de la présente convention, devra mentionner l'origine des données au travers de la présence des logos de la Métropole et de GRDF, ainsi que de la mention « Thermographie aérienne réalisée en 2017 par la Métropole MTPM, en partenariat avec GRDF ».

ARTICLE 6 : Accompagnement technique

Le service SIG de MTPM sera l'interlocuteur technique de la Commune pour répondre à toute interrogation sur l'exploitation des données.

Pour permettre à la Commune de s'approprier l'outil, la participation à un atelier technique sur l'interprétation des images sera proposée à des agents de la Commune, dans la limite des places disponibles dans les sessions prévues avec le prestataire de MTPM ayant réalisé l'opération.

ARTICLE 7 : Indicateur de suivi

La Commune informera MTPM sur les modalités d'utilisation des données par un bilan annuel mentionnant :

- la personne référente du dossier pour la Commune ;
- Les modalités d'utilisation en interne ;
- Les modalités d'utilisation en externe.

Dans le cas où la Commune organiserait par ses propres moyens l'accueil de particuliers pour une diffusion des résultats de la thermographie, elle transmettra à MTPM le nombre de personnes ayant été reçues.

En outre, MTPM et la Commune chercheront à bâtir ensemble des indicateurs permettant d'évaluer globalement les actions d'amélioration de l'habitat et d'apprécier ainsi l'impact de l'opération de thermographie.

ARTICLE 6 : Responsabilité

La Commune utilisera les données de la thermographie aérienne mise à disposition par la Métropole sous sa responsabilité exclusive. La responsabilité de la Métropole ne pourra en aucun cas être recherchée.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante.

ARTICLE 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'utilisation des données de 5 ans. Elle prendra effet à compter de sa notification par la Métropole à la Commune. Elle fera l'objet d'un avenant de reconduction si nécessaire.

ARTICLE 9 : Résiliation de la convention

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention avant son terme, elle devra avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de trois mois.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'un ou par l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée en toute ou partie infructueuse.

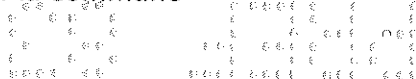
ARTICLE 10 : Règlement des litiges

En cas de différend dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties contractantes s'engagent à rechercher une solution amiable avant de saisir, le cas échéant, le juge compétent.

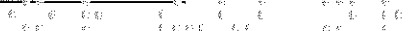
Fait à

Le

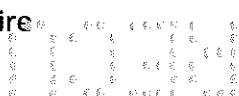
Pour la Commune



Robert BENEVENTI



Le Maire



Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Le Président

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/2.5

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	2	2

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA, Jean-Pierre RE.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :	
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>BLANC(S)</u> :		

OBJET : Aliénation d'une voie dénommée « chemin de Bandol » -
Avis du conseil municipal à l'issue de l'enquête publique

Madame Ginette AUDIGIER, adjointe au Maire rappelle à l'assemblée que le « chemin de Bandol » a fait l'objet d'un déclassement du domaine public et d'une enquête publique pour son aliénation, comme prévu par les articles L 141-3 et R 141-4 à R141-9 du code de la voirie routière et par les articles L 161-10, L 161-10-1 et R 161-25 à R161-27 du code rural et de la pêche maritime.

Elle précise que par arrêté du 31 octobre 2017, Monsieur le Maire a prescrit l'ouverture de l'enquête publique précédemment citée, qui s'est tenue du 20 novembre au 4 décembre 2017.

A l'issue de cette enquête, Monsieur Sorel, Commissaire enquêteur, a rendu son rapport, assorti de la conclusion suivante :

« Les enjeux de la Commune d'Ollioules, dans cette procédure de projet d'aliénation de la voie « chemin de Bandol » relèvent, de l'intérêt général et d'une réorganisation des voies routières de la commune.

Cette réorganisation est liée :

- Au projet d'échangeur autoroutier de l'A50 ;
- Et au constat que ledit chemin ne dessert plus aucune propriété, qu'il est désaffecté et qu'après son transfert de propriété à Escota sur la partie nécessaire au diffuseur autoroutier, il n'aura plus d'intérêt pour la collectivité.

En conséquence, compte tenu :

- De mon analyse des enjeux,
- Du déroulement de l'enquête qui a permis d'informer le public, dans les formes réglementaires, sur l'intérêt et la nécessité de l'opération envisagée :

J'émet un avis favorable au projet d'aliénation de la voie « Chemin de Bandol ». »

Madame Ginette AUDIGIER propose donc à l'assemblée de céder cette voie privée, désaffectée, prioritairement aux propriétaires riverains qui en ont fait la demande lors de l'enquête publique, comme suit :

- Société Escota : parcelle d'environ 725m² conformément au plan de géomètre joint

Pour ce qui concerne le surplus restant, Madame Ginette AUDIGIER propose d'adresser une mise en demeure d'acquiescer aux riverains avec un délai de réponse d'un mois. Une fois le mois écoulé, sans réponse des riverains, la commune restera propriétaire de cette parcelle.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le code de la voirie routière,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. DECIDE de céder pour partie ce chemin désaffecté à la Société Escota, soit une parcelle d'environ 725m².
2. DECIDE d'adresser une mise en demeure d'acquiescer aux propriétaires riverains.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces et à passer tous les actes nécessaires à l'aliénation de ce chemin.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



Stamp: **MUNICIPALITA' DI DILLIO (Varese)**

100



Partie restante :



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/2.6

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	2	2

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA, Jean-Pierre RE.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Incorporation d'un bien vacant sans maître dans le domaine privé de la Commune (parcelle AB n°278)

Madame Ginette AUDIGIER, adjointe au Maire informe l'assemblée de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens. L'article L1123-3 du code général de la Propriété des personnes publiques dispose que : « Un arrêté du maire [...] constate que l'immeuble satisfait aux conditions mentionnées au 2° de l'article L. 1123-1. Il est procédé par les soins du maire [...] à une publication et à un affichage de cet arrêté et, s'il y a lieu, à une notification aux derniers domicile et résidence du dernier propriétaire connu. Une notification est également adressée, si l'immeuble est habité ou exploité, à l'habitant ou à l'exploitant ainsi qu'au tiers qui aurait acquitté les taxes foncières. Cet arrêté est, dans tous les cas, notifié au représentant de l'Etat dans le département. »

Dans le cas où un propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité mentionnées au deuxième alinéa, l'immeuble est présumé sans maître. La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut, par délibération de son organe délibérant, l'incorporer dans son domaine. Cette incorporation est constatée par arrêté du maire. »

Madame AUDIGIER expose que le propriétaire du terrain cadastré section AB n°278, situé Route des Gorges, d'une contenance de 153m² ne s'est pas fait connaître dans un délai de 6 mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues par l'article L1123-3

du code général de la propriété des personnes publiques. La dernière mesure de publicité date du 1 septembre 2017, le propriétaire pouvait se manifester jusqu'au 1^{er} mars 2018.

Dès lors le terrain est présumé sans maître au titre de l'article 713 du code civil. Ce terrain peut revenir à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

L'article L1123-3 du code général de la propriété des personnes publiques impose l'obligation à la commune d'incorporer le bien dans le domaine privé de la commune dans un délai de 6 mois à compter de la vacance présumée du bien.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L1123.3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le code civil, notamment son article 713,

Vu l'arrêté préfectoral n°08/2017-BCLI déclarant un bien sans maître,

Vu l'avis de publication sur le site internet de la ville du 01/09/2017,

Vu le procès-verbal d'affichage du 01/09/2017,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. Exerce ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil et de l'article L1123.3 du code général de la propriété des personnes publiques.
2. DECIDE que la commune s'appropriera ce bien dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
3. Monsieur le Maire est chargé de prendre l'arrêté constatant l'incorporation dans le domaine privé communal de ce terrain et est autorisé à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

Le Maire
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/2.7

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :	
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>BLANC(S)</u> :		

OBJET : Autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer les conventions de réservation de logements sociaux avec l'ESH Le Logis Familial Varois en contrepartie des garanties d'emprunts (Jardin des Oliviers)

Madame Nicole BERNARDINI, 1^{ère} adjointe au Maire rappelle à l'assemblée que par deux délibérations du 28 novembre 2016, la Commune a accordé sa garantie d'emprunts pour le programme de construction de logements sociaux, réalisé par l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS.

Pour mémoire, ce programme, appelé le Jardin des Oliviers, s'est réalisé en deux tranches. La première tranche concernait la réalisation de 50 logements locatifs sociaux et la seconde de 5 logements supplémentaires.

En contrepartie de ces garanties d'emprunts, l'ESH Le Logis Familial Varois a réservé à la Ville les droits d'attribution sur 6 appartements, 5 logements dans la première tranche et 1 logement dans la seconde tranche :

1ère tranche :

BAT	Logement N°	Type	Niveau	Surface Habitable	Surface Utile
B	3	T2	RDC	42.94	42.94
B	10	T2	RDC	40.78	40.78
B	17	T2	RDC	40.71	40.71
B	26	T2	1	41.27	42.32
B	49	T3 (PLAI)	2	65.11	67.79

2ème tranche :

B	11	T1	RDC	33.34	33.34
---	----	----	-----	-------	-------

De plus, dans le cadre de son partenariat avec la Ville d'Ollioules, la société LOGIS FAMILIAL VAROIS, s'est engagée à mettre à disposition de la Ville d'Ollioules 10 logements supplémentaires dans la première tranche et 1 dans la seconde tranche.

1ère tranche

BAT	Logement N°	Type	Niveau	Surface Habitable	Surface Utile
B	8	T1	0	19.77	19.77
B	9	T1	0	19.91	19.91
B	28	T2	1	41.11	43.79
B	33	T1	1	40.62	42.17
B	35	T2	1	40.91	46.16
B	36	T2	1	40.79	43.36
B	37	T1 (PLAI)	2	40.60	42.15
B	43	T2	2	41.10	43.78
B	50	T2	2	42.85	48.85
B	54	T2	2	40.91	46.17

2ème tranche

BAT	Logement N°	Type	Niveau	Surface Habitable	Surface Utile
B	53	T2	2	40.78	42.45

Ces droits d'attribution sont consentis pour une durée de 50 ans à compter de la livraison effective des logements, prévue pour la fin du mois de juin 2018.

Les conditions d'exercice de ces droits de réservation sont définies dans les conventions ci-annexées.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions de réservation de logements et tous les actes à intervenir pour la mise en œuvre de cette délibération.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer, dans le cadre de l'opération de construction des logements locatifs sociaux «le Jardin des Oliviers», les deux conventions de réservation à intervenir entre la Ville et l'ESH le Logis Familial Varois et à procéder à toutes les formalités et actions nécessaires pour l'application de cette délibération.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI





OPERATION :

**LE JARDIN DES OLIVIERS – Tranche 1
(Ex La Panagia I)
OLLIOULES**

Réservation de 15 logements locatifs sociaux

CONVENTION DE RESERVATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LA VILLE D'OLLIOULES, représentée par son Maire autorisé en application de la délibération N°..... du Conseil Municipal du,

D'une part,

L'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS dont le siège social est situé Avenue De Lattre de Tassigny – CS 60005 - 83107 TOULON CEDEX, représentée par Pascal FRIQUET, dûment habilité,

D'autre part,

A été accordée, par La Ville d'Ollioules, une garantie d'emprunt N° 16/11/3.2 en date du 28/11/2016, à la société LOGIS FAMILIAL VAROIS, ESH, pour la construction de 50 logements locatifs sociaux, Résidence « LE JARDIN DES OLIVIERS » à Ollioules.

En contrepartie de la garantie d'emprunt accordée à la société LOGIS FAMILIAL VAROIS, ESH, cette dernière s'est engagée à mettre à disposition de la Ville d'Ollioules 5 logements.

De plus, dans le cadre de son partenariat avec la Ville d'Ollioules, la société LOGIS FAMILIAL VAROIS, ESH, s'est engagée à mettre à disposition de la Ville d'Ollioules 10 logements supplémentaires.

L'objet de la présente convention est de définir les conditions de réservation de ces logements.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – RESERVATION

1-1 En vertu des délibérations de la Ville d'Ollioules, N° 16/11/3.2 en date du 28/11/2016, l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS s'engage à réserver à La Ville d'Ollioules sur le programme « Le Jardin des Oliviers » Tranche 1 :

5 logements en droit de suite sur l'opération financée selon la typologie définie ci-après, pour une durée de 50 ans à compter de la livraison effective des logements, prévue pour la fin du deuxième trimestre 2018.

Typologie

BAT	Logement N°	Type	Niveau	Surface Habitable	Surface Utile
B	3	T2	RDC	42.94	42.94
B	10	T2	RDC	40.78	40.78
B	17	T2	RDC	40.71	40.71
B	26	T2	1	41.27	42.32
B	49	T3 (PLAI)	2	65.11	67.79

1-2 En vertu du partenariat entre la Ville d'Ollioules et l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS, ce dernier s'engage à réserver à la Ville d'Ollioules sur le programme « Le Jardin des Oliviers » Tranche 1 :

10 logements en droit de suite sur l'opération financée selon la typologie définie ci-après, pour une durée de 50 ans à compter de la livraison effective des logements, prévue pour la fin du deuxième trimestre 2018.

Typologie

BAT	Logement N°	Type	Niveau	Surface Habitable	Surface Utile
B	8	T1	0	19.77	19.77
B	9	T1	0	19.91	19.91
B	28	T2	1	41.11	43.79
B	33	T1	1	40.62	42.17
B	35	T2	1	40.91	46.16
B	36	T2	1	40.79	43.36
B	37	T1 (PLAI)	2	40.60	42.15
B	43	T2	2	41.10	43.78
B	50	T2	2	42.85	48.85
B	54	T2	2	40.91	46.17

ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES DE LA RESERVATION

2-1 Première attribution

L'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS s'engage à faire connaître à la Ville d'Ollioules six mois avant la mise en location, le montant des loyers et des charges.

A compter de cette information, la Ville d'Ollioules transmettra à l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS les dossiers des candidats désignés dans un délai de deux mois.

Passé ce délai, la commission d'attribution des logements aura la faculté d'attribuer le logement vacant à un candidat de son choix.

Les candidats désignés par la Ville d'Ollioules devront satisfaire aux conditions générales imposées par la législation en vigueur en matière de logements financés à l'aide de prêts aidés et ceci à l'exclusion de toutes conditions particulières. Leur dossier complet sera présenté à la commission d'attribution des logements.

L'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS traitera directement avec les bénéficiaires des logements désignés par la Commune d'Ollioules, lesquels seront personnellement responsables de leurs obligations en qualité de locataires.

L'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS s'engage à la date de mise en location du logement à leur appliquer en tous points et sans aucune discrimination, le même régime de loyer, charges, prestations qu'à l'ensemble des locataires de l'immeuble et ce, dans le cadre de la réglementation applicable aux organismes HLM, éventuellement modifiée ou complétée.

2-2 Vacance d'un logement

En cas de libération d'un logement réservé, L'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS avisera par courrier la Ville d'Ollioules.

Dès réception de cet avis et dans un délai d'un mois, la Ville d'Ollioules devra proposer une liste de candidats à l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS. Ces dossiers complets seront présentés à la commission d'attribution des logements.

Passé ce délai, la commission aura la faculté d'attribuer le logement vacant à un candidat de son choix. Lors du congé suivant, la Ville d'Ollioules retrouvera son droit de désignation prioritaire.

ARTICLE 3 – CONDITIONS PARTICULIERES

Il est spécifié que la location consentie par l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS n'est en aucun cas liée à un contrat de travail.

Il est spécifié que les dispositions de la présente convention ne peuvent en aucune façon avoir pour effet d'instituer la Ville d'Ollioules en qualité de locataire d'un des logements faisant l'objet de la réservation.

ARTICLE 4 – DISSOLUTION OU FUSION

En cas de dissolution ou de fusion de l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS, la présente convention conserve son plein effet à l'encontre de l'organisme auquel l'actif de celui-ci aura été dévolu.

FAIT à TOULON le,

en trois exemplaires

Le Président du Directoire

Le Maire

Pascal FRIQUET

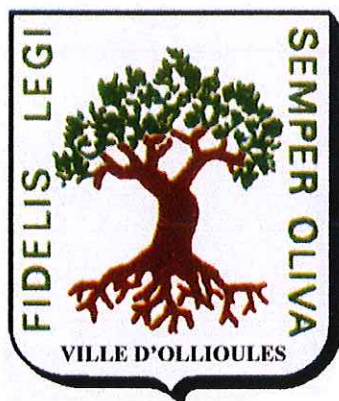
Robert BENEVENTI

Le 10/05/2017, à 14h00, le Conseil d'Administration de la Ville d'Ollioules a délibéré sur la proposition de la Commission d'Urbanisme et d'Aménagement du territoire (CUAT) relative à la réservation de logements sociaux à la Ville d'Ollioules.

Le Conseil d'Administration a adopté la proposition de la CUAT à l'unanimité.

Le 10/05/2017, à 14h00, le Conseil d'Administration de la Ville d'Ollioules a délibéré sur la proposition de la Commission d'Urbanisme et d'Aménagement du territoire (CUAT) relative à la réservation de logements sociaux à la Ville d'Ollioules.

Le Conseil d'Administration a adopté la proposition de la CUAT à l'unanimité.



OPERATION :

**LE JARDIN DES OLIVIERS – Tranche 2
(Ex La Panagia II)
OLLIOULES**

Réservation de 2 logements locatifs sociaux

CONVENTION DE RESERVATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LA VILLE D'OLLIOULES, représentée par son Maire autorisé en application de la délibération N°..... du Conseil Municipal du,

D'une part,

L'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS dont le siège social est situé Avenue De Lattre de Tassigny – CS 60005 - 83107 TOULON CEDEX, représentée par Pascal FRIQUET, dûment habilité,

.....

..... D'autre part,

A été accordée, par La Ville d'Ollioules, une garantie d'emprunt N° 16/11/3.3 du 28/11/2016, à la société LOGIS FAMILIAL VAROIS, ESH, pour la construction de 5 logements locatifs sociaux Résidence « LE JARDIN DES OLIVIERS » à Ollioules.

En contrepartie de la garantie d'emprunt accordée à la société LOGIS FAMILIAL VAROIS, ESH, cette dernière s'est engagée à mettre à disposition de la Ville d'Ollioules 1 logement.

De plus, dans le cadre de son partenariat avec la Ville d'Ollioules, la société LOGIS FAMILIAL VAROIS, ESH, s'est engagée à mettre à disposition de la Ville d'Ollioules 1 logement supplémentaire.

L'objet de la présente convention est de définir les conditions de réservation de ces logements.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – RESERVATION

1-1 En vertu des délibérations de la Ville d'Ollioules, N° 16/11/3.3 en date du 28/11/2016, l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS s'engage à réserver à La Ville d'Ollioules sur le programme « Le Jardin des Oliviers » Tranche 2 :

1 **logement en droit de suite** sur l'opération financée selon la typologie définie ci-après, pour une durée de 50 ans à compter de la livraison effective des logements, prévue pour la fin du deuxième trimestre 2018.

Typologie

BAT	Logement N°	Type	Niveau	Surface Habitable	Surface Utile
B	11	T1	RDC	33.34	33.34

1-2 En vertu du partenariat entre la Ville d'Ollioules et l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS, ce dernier s'engage à réserver à la Ville d'Ollioules sur le programme « Le Jardin des Oliviers » Tranche 2 :

1 **logement en droit de suite** sur l'opération financée selon la typologie définie ci-après, pour une durée de 50 ans à compter de la livraison effective des logements, prévue pour la fin du deuxième trimestre 2018.

Typologie

BAT	Logement N°	Type	Niveau	Surface Habitable	Surface Utile
B	53	T2	2	40.78	42.45

ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES DE LA RESERVATION

2-1 Première attribution

L'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS s'engage à faire connaître à la Ville d'Ollioules six mois avant la mise en location, le montant des loyers et des charges.

A compter de cette information, la Ville d'Ollioules transmettra à l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS les dossiers des candidats désignés dans un délai de deux mois.

Passé ce délai, la commission d'attribution des logements aura la faculté d'attribuer le logement vacant à un candidat de son choix.

Les candidats désignés par la Ville d'Ollioules devront satisfaire aux conditions générales imposées par la législation en vigueur en matière de logements financés à l'aide de prêts aidés et ceci à l'exclusion de toutes conditions particulières. Leur dossier complet sera présenté à la commission d'attribution des logements.

L'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS traitera directement avec les bénéficiaires des logements désignés par la Commune d'Ollioules, lesquels seront personnellement responsables de leurs obligations en qualité de locataires.

L'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS s'engage à la date de mise en location du logement à leur appliquer en tous points et sans aucune discrimination, le même régime de loyer, charges, prestations qu'à l'ensemble des locataires de l'immeuble et ce, dans le cadre de la réglementation applicable aux organismes HLM, éventuellement modifiée ou complétée.

2-2 Vacance d'un logement

En cas de libération d'un logement réservé, L'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS avisera par courrier la Ville d'Ollioules.

Dès réception de cet avis et dans un délai d'un mois, la Ville d'Ollioules devra proposer une liste de candidats à l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS. Ces dossiers complets seront présentés à la commission d'attribution des logements.

Passé ce délai, la commission aura la faculté d'attribuer le logement vacant à un candidat de son choix. Lors du congé suivant, la Ville d'Ollioules retrouvera son droit de désignation prioritaire.

ARTICLE 3 – CONDITIONS PARTICULIERES

Il est spécifié que la location consentie par l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS n'est en aucun cas liée à un contrat de travail.

Il est spécifié que les dispositions de la présente convention ne peuvent en aucune façon avoir pour effet d'instituer la Ville d'Ollioules en qualité de locataire d'un des logements faisant l'objet de la réservation.

ARTICLE 4 – DISSOLUTION OU FUSION

En cas de dissolution ou de fusion de l'ESH LE LOGIS FAMILIAL VAROIS, la présente convention conserve son plein effet à l'encontre de l'organisme auquel l'actif de celui-ci aura été dévolu.

FAIT à TOULON le,

en trois exemplaires

Le Président du Directoire

Le Maire

Pascal FRIQUET

Robert BENEVENTI

Le 10/01/2012, le Président du Directoire, Pascal FRIQUET, a été élu Maire de la commune de Toulon, en remplacement de Robert BENEVENTI, démissionnaire.

Le 10/01/2012, le Maire, Robert BENEVENTI, a été élu Président du Directoire de la commune de Toulon, en remplacement de Pascal FRIQUET, démissionnaire.

Le 10/01/2012, le Maire, Robert BENEVENTI, a été élu Président du Directoire de la commune de Toulon, en remplacement de Pascal FRIQUET, démissionnaire.

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/3.1

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Attributions de subventions aux associations

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient de se prononcer sur diverses attributions de subventions aux associations.

- **Subvention pour acquisition de broyeur – 8223/6574**
 - CIL de la Gare 138,00 €
 Monsieur D'AVENZO
- **Subventions socio-éducatives – 20/6574**
 - Master 1 au Pérou 300,00 €
 Mlle SERGHERAERT
 - Externat Saint Joseph 300,00 €
 6 élèves olliolais de terminale
 PAE à New York du 4 au 10 février 2018
- **Subventions exceptionnelles – 025/6574**
 - La Maquisarde 300,00 €
 Participation aux frais vétérinaires pour chien blessé
 - la Licorne 700,00 €
 Challenge des 10 & 11 mars 2018

APPROUVE les attributions de subventions énoncées ci-dessus.



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/3.2

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE</u> : NON	<u>POUR</u> : 31	<u>CONTRE(S)</u> :	
<u>ABSTENTION(S)</u> : 1	<u>BLANC(S)</u> :		

OBJET : Rapport d'orientations budgétaires 2018

Madame Christine DEL NERO, conseillère municipale informe l'assemblée que l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales a institué la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires dans les 2 mois précédant l'examen du budget primitif.

Les dispositions prévues à l'article 107 de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) du 7 août 2015 ont modifié l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le cadre légal du DOB est renforcé, son contenu est précisé et complété et il devient le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB).

Monsieur le Maire précise que le ROB présente outre les orientations budgétaires de l'exercice à venir, les engagements pluriannuels envisagés, la structure de la dette, un état des ressources humaines (rémunération, effectifs, temps de travail).

Enfin, Monsieur le Maire précise que la loi NOTRe prévoit désormais que le ROB fait l'objet d'un débat dont il est pris acte par une délibération spécifique.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

The figure consists of a 4x4 grid of 16 small diagrams. Each diagram shows four points (represented by small circles) arranged within a square frame. The arrangements vary, showing different spatial configurations of the four points, such as forming a square, a line, or other geometric patterns. The diagrams are arranged in four rows and four columns, with each row and column containing four distinct configurations.



RAPPORT

D'ORIENTATIONS

BUDGETAIRES

2018



SOMMAIRE

INTRODUCTION

I – LE CONTEXTE GENERAL DE L'EXERCICE 2018

- 1 – L'Environnement économique
- 2 – L'emprise de l'Etat sur les finances des collectivités locales
- 3 – Les effets de la loi de finances pour 2018

II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

1. Les dépenses de fonctionnement
2. Les recettes de fonctionnement
3. L'épargne
4. Les investissements de la commune
5. La situation budgétaire consolidée

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2018

1 – La section de fonctionnement

- 1.1 Les Recettes de fonctionnement
- 1.2 Les dépenses de fonctionnement

2 – Les Ressources Humaines

- 2.1 Les charges de personnel
- 2.2 L'évolution des effectifs et de la masse salariale
- 2.3 La durée effective du travail à Ollioules

3 – Les orientations en matière d'investissement

- 3.1 L'endettement de la commune
- 3.2 La capacité d'investissement – Les recettes
- 3.3 Les dépenses d'investissement pluriannuelles

IV – LES BUDGETS ANNEXES

- 1 – Le service des Eaux
- 2 – Le service des Caveaux

CONCLUSION

GLOSSAIRE

INTRODUCTION

Le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) de la commune d'Ollioules constitue un exercice de présentation des orientations budgétaires à court terme 2018-2020 et permet d'envisager les scénarios possibles au-delà. Dans le cadre d'une approche bilan-projet-perspective, il s'agit d'une traduction concrète de la politique locale et de la stratégie financière voulue et souhaitée par les élus.

Le débat s'inscrit donc dans une logique de diagnostic de la situation actuelle qui intègre des informations endogènes et exogènes pour se projeter dans **un cadre d'intention et de préfiguration pour 2018 et les années suivantes.**

I – LE CONTEXTE GENERAL DE L'EXERCICE 2018

1. L'environnement économique

L'amélioration de la croissance mondiale estimée à 3,9 % pour 2018 se fonde sur un rééquilibrage de la zone Euro face aux Etats Unis. Des incertitudes cependant, demeurent tant au niveau des effets du BREXIT comme des orientations de la politique budgétaire américaine.

En France, la bonne tenue de la croissance (2 % pour 2018 !) reste en corrélation avec la maîtrise des taux d'intérêt et une reprise certaine de l'investissement des entreprises. Le climat de réforme actuel reste cependant une interrogation (taxe d'habitation, réformes en cours ...).

2. L'emprise de l'Etat sur les finances des collectivités locales

Depuis plus de 10 ans, les communes ont dû intégrer un grand nombre de réformes institutionnelles (intercommunalités), financières (réforme de la taxe professionnelle) avec une accélération certaine ces dernières années, nous conduisant à un aboutissement « métropolitain » au 1^{er} janvier 2018.

Parallèlement à ce constat, le contexte financier actuel des collectivités locales repose sur 3 textes :

- ⇒ La loi de programmation pluriannuelle des finances publiques de 2018 à 2022.
- ⇒ Les lois de finances initiale pour 2018 et rectificative pour 2017.

Le 1^{er} texte pose notamment, un principe d'encadrement des dépenses de fonctionnement aux collectivités locales (à + 1,2 % ...), les 2 autres textes sacralisent la mise en œuvre du dégrèvement de la taxe d'habitation et la stabilisation de la fonte des dotations.

Ainsi, la loi de programmation pluriannuelle des finances publiques demande aux collectivités :

- des efforts en matière d'endettement (la baisse de la dette des communes et intercommunalités contribuant à la baisse de la dette de l'Etat),
- une maîtrise des dépenses de fonctionnement à + 1,2 % par an,
- un plafond de capacité de désendettement (dette rapportée à l'épargne brute) plafonnée à 12 ans pour les communes.

3. Les effets de la loi de finances pour 2018

Le projet de la loi de finances pour 2018 confirme sans l'accentuer, la participation des collectivités locales à la réduction du déficit public à travers la contribution au redressement des finances publiques, **le cycle vertueux souhaité admettant que la baisse des dépenses de l'Etat induit une baisse des dépenses des collectivités locales du fait de la baisse de leurs ressources.**

La loi de finances pour 2018 privilégie le principe de réalisation par les collectivités locales d'économies sur leurs dépenses de fonctionnement horizon 2022.

Enfin, la loi de finances outre son traditionnel inventaire des mesures fiscales et financières prévoit :

- la suppression programmée de la taxe d'habitation pour 80 % des contribuables (- 30 % en 2018), sans effet sur le produit perçu par les communes
- le fonds de soutien à l'investissement local est pérennisé en sus de la DETR (subvention d'investissement aux communes),
- le fonds de péréquation des ressources intercommunales devrait être stabilisé,
- le gel de la DGF avec certaines collectivités affectées par une baisse de dotation (collectivités dites en DGF négative),
- la revalorisation des valeurs locatives cadastrales fixée à + 1,24 %.

II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

1. Les dépenses de fonctionnement

La stratégie affichée s'inscrit dans la récurrence depuis de nombreuses années avec toujours le même argument, **1 euro épargné c'est 3 euros investis.**

L'épargne agit ainsi en fait générateur de l'investissement. Elle est assise, certes, sur une optimisation des recettes mais surtout sur une rationalisation continue des dépenses de fonctionnement (en mouvements réels).

Dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie)	2014	2015	2016		2017
				Δ 2016/ 2015	
011 Charges à caractère général	2 974 704	3 043 614	3 178 416	+ 4,4 %	2 889 961
012 Charges de personnel	5 941 849	6 022 146	6 084 664	+ 1,05 %	5 740 591
65 Charges de gestion	2 523 246	2 336 197	2 122 643	- 1 %	1 938 800
66 Frais financiers	181 797	170 319	141 631	- 20,3 %	132 996
Autres dépenses réelles	49 411	17 108	117 114	NS	149 129
Travaux en régie	- 299 870	- 299 928	- 299 987	-	- 299 697
Dépenses réelles de fonctionnement	11 371 137	11 289 456	11 333 324	+ 0,4 %	10 551 780

Le tableau présenté confirme la phase profonde de mutation engagée par la commune avec en 2017, le transfert de la compétence de la collecte des ordures ménagères à la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE qui affecte l'analyse des flux (dépenses dorénavant supportées par la Métropole).

Après retraitement de ces données, la tendance à la maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement est confirmée.

Les principaux flux constatés sont à analyser.

- **Les charges à caractère général** restent maîtrisées. Leur évolution est souvent due au recours par la Ville à des prestataires de services (entreprises, entreprises d'insertion, CAT) pour notamment, la propreté et le nettoyage. Ce poste prestation évolue sensiblement issu d'une politique volontariste.

Des exemples :

	2014	2015	2016	2017
(011/611) Contrats de prestations de services	593 982	637 688	664 468	548 764
		+ 7,3 %	+ 4,2 %	Transfert du marché de collecte à TPM

Ce poste en 2016, représentait 5,9 % des dépenses réelles de fonctionnement.

- **Les charges de personnel** ont été contenues de 2014 à 2016 pour baisser en 2017 du fait d'agents de la commune transférés à TPM (collecte des ordures ménagères).

	2014	2015	2016	2017
(012) Charges de personnel	-	+ 1,35 %	+ 1,04 %	Non significatif

Ce poste en 2016, représentait 53,70 % des dépenses réelles de fonctionnement, soit 448 € par habitant chiffre bien en deçà de la moyenne nationale de la strate.

- **Les autres charges de gestion** après neutralisation des dépenses ponctuelles (2014) évoluent raisonnablement avec en particulier, un effort de maintien sur les subventions allouées aux associations et organismes divers qui restent inférieures à 1 000 000 € pour représenter en 2016 8,4 % des dépenses réelles de fonctionnement.

	2014	2015	2016	2017
(65) Subventions allouées	989 399	927 872	954 910	934 664

2. Les recettes de fonctionnement

Plusieurs constats s'imposent quant au maintien de la dynamique des recettes hors la suppression de la TEOM en 2017 (transfert à TPM).

	2014	2015	2016	2017	Variation tendancielle sur 4 ans
Atténuation de charges (013)	164 292	275 470	249 390	213 224	-
Produits d'exploitation & du domaine (70)	562 291	574 414	554 878	815 318	+ 11 %
Impôts & taxes dont (73)	11 440 642	11 989 381	12 034 596	11 277 382	NS
- produit des 3 taxes	6 015 248	6 551 440	6 589 391	6 996 892	+ 15,8 %
- attribution de compensation	1 900 824	1 870 972	1 841 015	2 741 896	-
- TEOM	2 137 000	2 037 478	2 094 336	-	-
- taxe sur l'électricité	419 555	340 813	356 335	354 217	-
- droits de mutation	526 969	526 969	628 898	785 890	+ 14,8 %
Dotations & subventions dont (74)	2 205 417	1 936 120	1 776 084	1 686 552	-
- DGF forfaitaire	1 328 530	1 043 767	732 244	520 573	- 13,8 %
- DSU	124 971	124 971	124 971	112 474	-
Autres produits de gestion	549 303	580 547	596 494	652 579	+ 4,7 %
Autres produits	174 835	193 750	206 993	172 055	-
Recettes de fonctionnement	15 096 780	15 549 702	15 418 375	14 817 110	NS

- ⇒ Le produit fiscal sans hausse des taux reste à la hausse (de 6 015 248 € en 2014 à 6 996 892 € en 2017)
- ⇒ L'effort du redressement des finances publiques a fortement impacté notre DGF (de 1 328 530 € de dotation forfaitaire en 2014 contre 520 573 € en 2017)
- ⇒ Les droits de mutation et le produit des loyers demeurent des recettes dynamiques.

3. L'épargne

L'écart entre les recettes et les dépenses de fonctionnement révèle la capacité de la commune à épargner. Cette capacité si elle est avérée, ne doit pas s'appuyer sur le levier fiscal. C'est à ce stade que l'exercice devient difficile avec un effet de cisaillement entre les tensions sur les recettes et les besoins en dépenses. **L'effort d'épargne est maintenu à Ollioules.**

	2014	2015	2016	2017
Epargne brute	3 725 643	4 260 246	4 085 051	4 265 633
Epargne nette	3 176 411 *	3 945 886	3 787 260	3 986 598

*un emprunt remboursé (216 000 €)

Le maintien d'un niveau d'épargne fort est un des points déterminants de la section de fonctionnement du budget communal. Il promet l'avenir !...

4. Les investissements de la commune

o Les dépenses d'investissement

Procédures longues et besoins d'ingénierie affectent la capacité de la Ville à investir plus que sa capacité financière. Le niveau des investissements réalisés se mesure à partir des dépenses d'équipement brut (DEB).

	2014	2015	2016	2017
Dépenses d'équipement brut	5 040 000	4 668 000	7 371 000	4 963 000
Dépenses d'équipement brut par habitant	372 €	344 € *	547 €	364 € *

* avec RAR inclus en 2015 & 2017

Avec une moyenne de 407 € par habitant sur 4 ans, la commune se situe au-dessus de la moyenne nationale de la strate mais elle souhaite faire encore mieux.

o Les recettes d'investissement

Hormis des tensions sur l'exercice 2015, les recettes d'investissement telles qu'inventoriées depuis 2014, sont variables dans leur évolution :

- ⇒ la taxe d'aménagement reste dynamique (taxe sur les ADS)
- ⇒ le FCTVA reste fonction des travaux réalisés. La Ville ne s'endette pas (pas de recours à l'emprunt) et capitalise son épargne très fortement pour le grand projet urbain à réaliser à court terme.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
RECETTES PROPRES D'INVESTISSEMENT				
- FCTVA	802 623	458 000 (RAR)	326 408	828 000 (RAR)
- Amendes de police	84 704	97 675	86 689	132 291
- Taxe aménagement	819 262	450 085	737 056	506 160
- Autres dettes	-	-	-	-
- Autres créances	-	-	-	-
SUBVENTIONS (13)	1 086 124	* 211 519	487 021	976 374
CESSIONS (produits exceptionnels)	-	9 120	-	-
EMPRUNTS	9 723	Ø	Ø	Ø
Excédents de fonctionnement capitalisés	4 708 550	3 000 000	4 010 448	4 000 496

*1. Hors RAR en 2016 (≈500 000 €)

5. La situation budgétaire consolidée

L'exercice budgétaire 2017 se conclut par 3 budgets excédentaires :

- ⇒ Le budget principal avec un excédent global de clôture après RAR de 6 170 042,13 €
- ⇒ Le budget des caveaux avec un excédent global de clôture de 621 285 €
- ⇒ Le service des eaux avec un excédent global de clôture de 824 942 €.

Ce dernier budget est aujourd'hui clôturé, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE étant chargée de la compétence EAU POTABLE depuis le 1^{er} janvier 2018.

	Budget principal	Service des eaux	Caveaux	TOTAUX
SECTION DE FONCTIONNEMENT	4 402 240,75	- 4 128,80	91 566,89	4 489 678,84
SECTION D'INVESTISSEMENT	1 984 100,85	829 071,28	529 718,41	3 342 890,54
RAR 2017/2018	993 884,47 / 777 585	-	-	- 216 299,47
RESULTATS D'INVESTISSEMENT 2017 APRES RAR	1 767 801,38	829 071,28	529 718,41	+ 3 126 591,07
RESULTAT GLOBAL APRES RAR	6 170 042,13	824 942,48	621 285,30	+ 7 616 269,91

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2018

Au regard du diagnostic établi laissant apparaître des marges de manœuvre pour réaliser les investissements structurants sur la commune, plusieurs éléments contextuels sont à mettre en évidence qui affectent l'exercice 2018 et notamment les exercices budgétaires suivants.

Si la loi de programmation des finances publiques crée un nouveau cadre contraint qui ne manque pas de concerner notre commune, c'est **la métropolisation de notre intercommunalité qui marque fortement les orientations budgétaires futures.**

Le transfert des ordures ménagères 1 an après

Ce transfert est effectif depuis le 1^{er} janvier 2017. Le propos aujourd'hui, ne consiste pas à traiter de l'opportunité de ce transfert comme du maintien de la qualité du service public proposée. Factuellement, la commune a perdu une recette dynamique pour compensation de charges transférées à TPM. Pour mémoire, en 2017 notre attribution de compensation a été abondée du solde positif du transfert des OM de 920 000 €.

La naissance de la Métropole

Le 1^{er} janvier 2018 constitue un évènement marquant pour la commune d'Ollioules, la communauté d'agglomération TPM devenant Métropole. Au titre de cette construction institutionnelle, la Métropole TPM récupère des compétences jusque-là assurées par la commune, il s'agit notamment :

- du Plan Local d'Urbanisme sans les autorisations du droit des sols
- de l'Habitat (DIA) (délégation donnée au Maire par le Président de la Métropole
- de la Défense extérieure contre l'incendie
- de la gestion des parcs de stationnement et de la voirie
- de la GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Protection des Inondations)
- de la valorisation du patrimoine naturel et paysager
- de l'eau potable et du pluvial ...

Cette décision n'est pas, à ce stade, soumise à appréciation et si elle semble quelque peu précipitée au regard des enjeux organisationnels, opérationnels, juridiques et financiers, elle est aujourd'hui actée.

Pour une totale opérationnalité en 2019, 2018 est une année de transition couverte sur chaque commune par des conventions de gestion transitoire signées pour le budget principal et le service des eaux entre la Ville et la Métropole TPM.

Un principe est admis sur cette mutation : la neutralité de transfert de compétence d'un point de vue financier et la poursuite des opérations et programmes en cours d'un point de vue organisationnel.

Ces éléments affectent la construction budgétaire 2018 et les exercices suivants sans que nos principes fondateurs ne soient remis en cause (fiscalité et endettement maîtrisés, épargne optimisée).

1 – La Section de Fonctionnement

1.1 - Les recettes de fonctionnement

Les tensions sur les recettes semblent quelque peu se stabiliser hors problématique de la construction métropolitaine.

Constat et projection sont proposés sur les principaux flux qui permettent de poser les premières orientations.

	Réalisé 2017	Orientation 2018	Tendance		Commentaires
			2019	2020	
Remboursement de rémunération	213 224	160 000	132 000	130 000	Assurance statutaire & contrats aidés
Produits d'exploitation et du domaine	815 318	815 000	820 000	825 000	Régie restauration scolaire et garderie
Impôts et taxes	11 277 382	10 763 000	9 900 000	10 100 000	Bases + 2 % par an
Produits 3 taxes	6 996 892	7 002 000	7 142 000	7 284 000	stabilisation
Droits de mutation	839 930	650 000	600 000	600 000	AC diminuée -
Attrib. compensation (AC)	2 741 896	2 741 000 ?	1 500 000 ?	1 500 000 ?	Métropole
Dotations et subventions	1 686 552	1 586 000	1 590 000	1 600 000	Evolution DGF
- DGF Forfaitaire	520 573	520 000	520 000	530 000	inconnue.
- DSU	112 474	56 000	30 000	-	Eligibilité DSU ?
Autres produits de gestion	652 579	655 000	668 000	681 000	+ 2 %/an + hausse locataires
Autres produits divers	172 055	181 000	190 000	164 000	Recouvrement de sinistres + produits financiers
Recettes réelles de fonctionnement (hors travaux en régie)	14 817 110	14 160 000	13 300 000	13 500 000	
			- 6,5 %	+ 1,5 %	

La baisse tendancielle globale du volume budgétaire en recettes est la conséquence dès 2017 de la perte du produit de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

Pour 2018, période de gestion transitoire avec la Métropole, la baisse de l'AC reversée par TPM est attendue égale aux montants des dépenses transférées par la Ville à TPM. Cette opération fera l'objet d'une décision modificative.

Le schéma financier 2018 en section de fonctionnement sera la suivant :

- ⇒ AC 2018 notifiée par TPM 2 741 000
- ⇒ Valorisation des charges transférées à la Métropole TPM au titre des compétences (baisse de l'AC hypothèse 1 200 000) - 1 200 000
- ⇒ Remboursement des charges transférées payées par la Ville en 2018 + 1 200 000

résultat

la Ville paye 1 200 000 de charges de fonctionnement pour TPM, TPM rembourse et réduit l'AC de fonctionnement de 1 200 000 d'où : NEUTRALITE DU TRANSFERT.

A ce principe de **NEUTRALITE DU TRANSFERT** en 2018 avec la Métropole s'ajoutent :

- **LE REFUS D'AUGMENTATION DES TAUX DE FISCALITE LOCALE**
- **L'OPTIMISATION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Ces 2 principes se déclinent horizon 2020 la Ville souhaitant conserver des taux bas.

TAUX DE FISCALITE	2017	2018	2019-2020
Taxe d'habitation	9,86	9,86	→
Foncier bâti	19,46	19,46	→
Foncier non bâti	44,00	44,00	→

1.2 - Les dépenses de fonctionnement

La problématique de la maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement est toujours aussi déterminante pour la commune et ce, avant même que l'Etat ne décide de les encadrer.

	2017	Projection OB 2018	Tendances		
			2019	2020	
011 Charges à caractère général	2 889 961	3 050 000	2 580 000	2 610 000	Charges supportées par la Métropole à/c de 2019 estimées
012 Charges de personnel	5 740 591	5 850 000	5 590 000	5 680 000	Agents transférés à la Métropole à/c du 1.01.2019
65 Autres charges de gestion	1 938 800	1 378 000	1 395 000	1 410 000	SDIS payé par TPM dès 2018
66 Charges financières	132 996	160 000	140 000	130 000	Baisse des investissements car pas d'emprunts nouveaux
Intérêts		130 000	120 000	110 000	
Frais financiers		30 000	20 000	20 000	
67 Autres charges	149 129	42 000	40 000	40 000	Frais stables
022 Dépenses imprévues	0	190 000	155 000	130 000	Hypothèse
Travaux en régie	- 299 697	- 220 000	- 220 000	- 220 000	
Dépenses réelles de fonctionnement	10 551 780	10 450 000	9 680 000	9 780 000	
			- 7,9 %	+ 1,03 %	

L'exercice s'avère difficile car les charges à caractère général qui sont contenues devraient être stabilisées sur 2018 pour baisser dès 2019 du fait du transfert valorisé et non connu, de charges à la Métropole (chapitre 011).

Pour les ressources humaines, la problématique est identique, dès 2019 la charge des agents transférés au 1^{er} janvier 2019 approchant les 350 000 € (chapitre 012).

2 – Les ressources humaines

Schématiquement, la commune dont la pyramide des âges révèle un certain vieillissement, procède partiellement au remplacement des agents qui font valoir leur droit à la retraite ou demandent une mutation.

En 2017, pour 3 agents mutés ou en retraite, la commune a procédé à 2 recrutements de jeunes personnels.

Cette démarche ponctue la volonté de la commune de maîtriser ce poste de dépense dont l'analyse est complexifiée par :

- Le transfert au 1^{er} janvier 2017 de 14 agents à TPM au titre de la collecte des ordures ménagères (estimation d'un coût de 450 000 €)
- Le transfert programmé de 12 agents à la Métropole représentant 8,9 ETP pour un coût d'environ 350 000 €.

2.1 - Les charges de personnel

En K€	Réalisé 2016	Réalisé 2017	OB 2018	Tendance 2019/2020
Dépenses de personnel	6 084	5 740	5 850	5 590 / 5 680
Estimation coût personnel OM	-	450	458	465 / 472
Estimation coût agents Métropole				350 / 356

Le constat est patent avec ou sans le transfert du service des ordures ménagères à TPM, la commune maîtrise ce poste de charges à moins de 2 % d'évolution par an.

2.2 – L'évolution des effectifs et de la masse salariale

La stabilité des effectifs hors le double impact de la Métropole est actée, fruit d'une politique volontariste affirmée.

Effectif au 31.12.2017

	2015	2016	2017	Tendance hors Métropole
STAGIAIRES	1	2	2	→
TITULAIRES	129	125	112	↘
NON TITULAIRES	28	34	40	↗
TOTAL AGENTS	158	161	154	↘
TOTAL ETP	163	164	142	↘
Dont TNC	19	21	18	Agents titulaires
TC	110	104	94	

ETP : équivalent temps plein, TNC : temps non complet, TC : temps complet

Masse salariale

	31.12.2016	31.12.2017	
Rémunérations	3 655 126	3 363 206	14 agents transférés à TPM
NBI, SFT, Indemnité de résidence	139 347	129 990	
Régime indemnitaire	309 406	387 935	Modification versement PFA
Autres emplois	76 867	99 729	
Charges patronales	1 903 916	1 759 732	
Charge brute	6 084 663	5 740 592	

Hors l'impact de la Métropole qui se représentera en 2019, la masse salariale est stabilisée malgré la hausse des charges patronales, les modifications statutaires imposées (carrières) et le phénomène du GVT (glissement vieillesse technicité).

En matière d'effectifs et de gestion prévisionnelle, la commune privilégie donc pour le pilotage de sa masse salariale :

- ⇒ Une politique de redéploiements internes
- ⇒ Une nouvelle organisation de travail dans les services
- ⇒ Une stratégie de gestion prévisionnelle des RH (départs à la retraite, maladies)

Les effectifs de la commune se répartissent ainsi entre agents titulaires et stagiaires au 31.12.2017.

CATEGORIE	SEXE		TOTAL	%
	FEMME	HOMME		
A	7	3	10	8,8
B	12	5	17	14,9
C	55	32	87	76,3
TOTAL	74	40	114	100

2.3 - La durée effective du travail à Ollioules

Un protocole d'accord a été signé sur l'aménagement et la réduction du temps de travail en 2001.

Un agent à temps complet travaille 37 H 50 par semaine à raison de 7 H 50 par jour hors filières et métiers spécifiques (annualisation du temps de travail). Sont accordés 9 jours de RTT fractionnables et 30 jours de congés annuels.

La durée légale du travail fixée à 1 607 heures par an, est satisfaite pour l'ensemble des agents, fait confirmé par la Chambre Régionale des Comptes lors du contrôle de gestion en 2016.

3 – Les orientations en matière d'investissement

Epargne et endettement sont les clefs de l'optimisation permanente de la capacité d'investissement de la Ville.

Les excédents cumulés de 2017 ajoutés à l'épargne constituée et placée en parts sociales sont des garanties pour les grands projets structurants du mandat à réaliser.

3.1 – L'endettement de la commune

La dette est faible et maîtrisée pour permettre en tant que de besoin, la finalisation d'un programme d'investissement qui n'est pas regardé à 3 ans mais à minima à 5 ans.

	1.01.2016	1.01.2017	1.01.2018	1.01.2019 estimé
Capital restant dû	5 016 603	4 698 967	4 419 932	4 172 577
CRD / Habitant	370 €	350 €	325 €	307 €

La moyenne des communes de TPM se situe à 810 €, la moyenne nationale de la strate à 934 €.

Sur la structure de la dette, 15 prêts restent à rembourser pour un taux moyen de 2,76 %, ces emprunts sont à taux fixe dont 2 avec des taux structurés (score 1E x 3E sur la charte GISSLER). Il s'agit donc d'un encours de dette globalement sécurisé.

3.2 – La capacité d'investissement – Les recettes

La pérennisation d'un excédent de fonctionnement capitalisé à hauteur de 4 000 000 € en financement de la section d'investissement dégage des marges de manœuvre fortes.

Une projection sur les volumes de recettes horizon 2020 est posée qui doit être corrigée par la création de la Métropole, un niveau important de dépenses (notamment de voirie) relevant dorénavant de sa compétence.

Les orientations 2018 et 2019-2020

Un scénario dépenses-recettes est proposé qui traduit la volonté politique d'investir. A partir de 2019, mais surtout en 2020 & 2021, la commune prévoit que le grand projet urbain soit engagé avec d'importants coûts financiers. Il est précisé que cette opération qui comprend du bâtiment et de la voirie (parking) sera une opération mixte qui concernera la Métropole.

En K€	OB 2018	2019	2020	2021
DEPENSES D'INVESTISSEMENT (RAR compris)	13 890	9 200	13 000	14 000
DEB TPM	1 616	-	-	-
DEB Ollioules	7 774	6 500	5 300	5 200
DEB Ollioules grand projet urbain	500	2 000	7 000	8 000
Remboursement de dette & divers	265	270	275	290
Dépenses imprévues	485	200	200	290
Autres dépenses	50	30	25	20
Parts sociales	2 400	-	-	-
AC, investissement à verser à TPM	800 ?	200 ?	200 ?	200 ?
RECETTES D'INVESTISSEMENT (RAR compris)	13 430	9 600	13 000	14 000
Taxe Aménagement	414	50	-	-
FCTVA, amendes	1 228	520	670	970
Subventions	1 560	600	600	1 000
Autres recettes	22	30	30	30
Emprunts	-	-	Ø	3 500
Récupération parts sociales	-	-	5 500	2 900
Excédent capitalisé n-1	4 002	3 800	3 000	2 800
Résultat repris	1 974	1 000	-	-
Autofinancement et amortissement prévisionnels	4 230	3 600	3 200	2 800

Tout scénario pour 2018 et surtout 2019-2020, nécessite des précautions tenant aux dépenses que la Ville va porter en investissement pour la Métropole en 2018 (AC d'investissement, et remboursement par TPM à la Ville) et que la Métropole va réaliser à partir de 2019.

3.3 – Les dépenses d'investissement pluriannuelles

Les orientations budgétaires 2018 se présentent en conformité avec les constructions budgétaires passées avec 2 préoccupations :

- ⇒ améliorer le taux de réalisation des investissements (au moins 75 % des prévisions budgétaires)
- ⇒ se mettre en situation de préfiguration de l'exercice 2019 qui verra TPM assurer l'ensemble des dépenses relatives à la voirie avec un prélèvement sur le budget communal d'une AC d'investissement.

Sont prévus en orientations sur l'exercice 2018 :

- Travaux réalisés par la Ville (pour elle-même)
 - travaux sur logements sociaux **510 000 €**
(dont 400 000 € pour le 12 rue Pierre & Marie Curie)
 - travaux de VAD **2 700 000 €**
dont stade synthétique 1 000 000 €
extension école 500 000 €
réhabilitation chapelle MOUTTE et jardin 1 000 000 €
 - travaux de bâtiment **1 700 000 €**
dont traverse Loutin 100 000 €
couverture court TMO 300 000 €
pas de tir à l'arc 100 000 €

travaux église	100 000 €	
- acquisitions immobilières		1 400 000 €
dont acquisitions pour logements sociaux	800 000 €	
acquisitions diverses de bâtiments	500 000 €	

IV – LES BUDGETS ANNEXES

La commune reste en charge d'un seul budget annexe à compter de 2018.

Budget du service des Eaux

Ce budget est de compétence de la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2018. Les résultats de clôture sont en cours de validation. La commune doit voter au plus tôt les comptes administratifs et de gestion.

Budget des Caveaux

La Métropole n'est pas compétente pour les cimetières communaux (gestion et cessions de caveaux). Seuls les crématoriums sont de compétence métropolitaine.

Un excédent de + 600 000 € est constaté pour ce budget qui va permettre de lancer une tranche de construction de caveaux dès 2018 et une campagne de reprise de concessions en état manifeste d'abandon.

CONCLUSION

L'effort demandé par l'Etat aux collectivités locales auquel s'ajoute la transformation de la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE en Métropole impactent sensiblement notre construction budgétaire et nous interroge sur le partage solidaire des gouvernances sur notre territoire.

Le débat proposé ce soir, se fonde sur des postulats, la CLECT de TPM en charge d'arrêter les volumes d'attribution de compensation en réduction des recettes de fonctionnement et d'investissement de la commune ne s'étant pas encore réunie.

Cette inconnue liée à la Métropole n'affecte cependant pas le maintien du cap choisi depuis de nombreuses années :

- **investir pour améliorer la cadre de vie des ollioulais avec notamment des investissements dans les domaines scolaire et sportif, dans la sécurité et dans l'émergence d'un projet urbain**
- **figer les taux des impôts locaux communaux à des niveaux toujours bas et attractif**
- **constituer une épargne permanente par une rationalisation de nos dépenses, et ce, sans avoir attendu que l'Etat nous le demande !**
- **conserver le niveau d'endettement de la commune à un seuil proche de 300 €/habitant en attendant l'émergence de notre grand projet**
- **maintenir le niveau de soutien au tissu associatif local**
- **s'inscrire en convergence et respect du plan-programme du mandat**
- **participer avec responsabilité, pragmatisme, vigilance et confiance à la construction métropolitaine.**

GLOSSAIRE

DOB	Débat d'Orientations Budgétaires
ROB	Rapport d'Orientations Budgétaires
BREXIT	British Exit
TPM	Toulon Provence Méditerranée
DETR	Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux
DGF	Dotation Globale de Fonctionnement
CAT	Centre d'Aide par le Travail
TEOM	Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères
DSU	Dotation de Solidarité Urbaine
ADS	Autorisation du Droit des Sols
DEB	Dépenses d'Equipement Brut
RAR	Restes à Réaliser
FCTVA	Fonds de Compensation de la Taxe à la Valeur Ajoutée
OM	Ordures Ménagères
DIA	Déclaration d'Intention d'Aliéner
GEMAPI	Gestion des Milieux Aquatiques et Protection des Inondations
AC	Attribution de Compensation
ETP	Equivalent Temps Plein
TC	Temps Complet
TNC	Temps Non Complet
GVT	Glissement Vieillesse Technicié
RH	Ressources Humaines
RTT	Réduction du Temps de Travail
VAD	Var Aménagement Développement
CLECT	Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/4.1

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Dénomination Salle des Arts Martiaux du complexe sportif Aldo PIEMONTESE : salle « Robert GRAMONDI »

Monsieur le Maire explique à l'assemblée toute l'opportunité de rendre hommage à Monsieur Robert GRAMONDI, président fondateur du Club sportif des Arts Martiaux Ollioules (CAMO) et titulaire de la médaille de la Jeunesse et des Sports.

A cet effet, il est proposé de dénommer la salle des arts martiaux adossée au gymnase Aldo PIEMONTESE : salle « Robert GRAMONDI ».

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

APPROUVE la dénomination de la salle des arts martiaux d'Ollioules située au complexe sportif Aldo PIEMONTESE : salle « Robert GRAMONDI ».

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/4.2

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Convention d'utilisation du réseau TETRA mutualisé de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Monsieur Michel THUILIER, adjoint au Maire rappelle à l'assemblée que depuis maintenant de nombreuses années, la Ville bénéficie par convention, du réseau de radio communication dénommé TETRA initié par la Métropole.

Ce réseau permet notamment à la Ville d'Ollioules d'équiper la Police Municipale d'un équipement autonome de communication.

Par convention renouvelée pour 3 ans, la Métropole met à disposition de la commune un certain nombre de terminaux. Cette mise à disposition estimée à 120 € par an et par terminal est consentie à titre gratuit à la Ville en compensation de l'installation d'antenne TETRA sur un pylône de la commune.

Monsieur THUILIER propose ainsi de valider ce renouvellement de convention proposé.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

[illegible]



CONVENTION PORTANT SUR L'AUTORISATION D'UTILISER LE RESEAU RADIO TETRA MUTUALISE ET LES EQUIPEMENTS TERMINAUX ASSOCIES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président, habilité
à agir en vertu d'une décision du bureau métropolitain
DC 18/ en date du 2018

ci-après dénommée « la métropole »

Et

La commune d'Ollioules, sise 7 avenue du Général de Gaulle 83190 OLLIOULES,
représentée par son Maire, M. Robert BENEVENTI, dûment habilité aux fins de
signature par la délibération en date du

ci-après dénommée « la commune »

Etant préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a initié une démarche globale ayant
permis de mettre en œuvre une infrastructure mutualisée de radio télécommunication
TETRA pour des besoins d'intérêt général.

Ce réseau couvre l'ensemble des communes du territoire de la Métropole.

Ce réseau de radiocommunication, est un réseau privé autonome (PMR),
indépendant des réseaux « grand publics ».

Il sera dans un premier temps mis en œuvre pour les besoins des services publics
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et de la Ville de Toulon :

- pour les transports en commun de la Métropole dans le cadre du projet
Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information voyageurs (SAEIV),

- pour les besoins des services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée : sécurité, environnement,...
- pour les besoins des services de la Ville de Toulon : police municipale, nettoyage....

Pour ses propres besoins ainsi que pour les besoins de coordination sur l'ensemble de son territoire, notamment en matière de transport et de sécurité, la Métropole met à disposition des communes le réseau TETRA et les équipements terminaux (dans un maximum de 15 par commune). La Métropole autorise les communes à utiliser ces équipements pour ses propres besoins.

Les équipements terminaux fournis par la Métropole comprennent : les terminaux portatifs, les chargeurs de bureau et les étuis de protection rigides avec attache à la ceinture. Tout autre équipement terminal sera acquis par la commune selon les préconisations techniques spécifiées par la Métropole.

Des sous-réseaux logiques, hermétiques entre eux, ainsi qu'un canal de communication dédié peuvent être mis en place en fonction des besoins pour chaque entité sur les infrastructures mutualisées.

Pour les besoins de la Métropole ou en cas de situation de crise, cette architecture permet de créer des groupes mettant en communication des utilisateurs des différentes entités utilisant ce réseau de radiocommunication.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'utilisation du réseau TETRA et des équipements associés.

Les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Métropole Toulon Provence Méditerranée fournit à la commune les équipements « terminaux » suivants:

- o un canal de communication dédié
- o 15 Terminaux portatifs Sepura avec chargeurs de bureau
- o 15 étuis de protection rigide avec attache à la ceinture

Ces équipements fonctionneront en s'appuyant sur l'infrastructure du réseau TETRA de radio communication mutualisé mis en œuvre par la Métropole.

Article 2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

La mise à disposition d'équipement est destinée à une utilisation exclusive par les services municipaux pour des besoins d'intérêt général, de la Métropole ou de la commune.

L'utilisation des équipements « terminaux » reste de l'entière responsabilité de la commune. La commune sera tenue pour responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part de ses employés ou des personnes utilisant ces

équipements, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité et de confidentialité.

Article 3 : INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention étant conclue intuitu personae, la commune ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des équipements à des personnes étrangères à la présente convention.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DE BON FONCTIONNEMENT DU RESEAU TETRA

La Métropole s'engage à maintenir le réseau TETRA en fonctionnement 24h/24, 7jours/7.

Pour cela, la Métropole assure :

- les services de supervision, administration et exploitation du réseau de radiocommunication TETRA,
- la gestion d'un stock de maintenance pour assurer le remplacement d'équipements défectueux sur les points hauts en cas de panne,
- la passation des contrats de maintenance pour les équipements constituant l'infrastructure du réseau TETRA (points hauts, antennes TETRA, antennes Faisceaux Hertziens...),

Pour les terminaux fournis à la commune, la Métropole prévoit leur maintenance. Toutefois, s'il s'avère que le dysfonctionnement constaté relève d'une détérioration causée par l'utilisateur (chute de terminal, exposition excessive au soleil ou à l'humidité, immersion dans l'eau, casse...) nécessitant une réparation ou un nouveau terminal, la Métropole demandera le remboursement à la commune. La Métropole prend en charge la réparation ou le changement de terminal et les remboursements se feront sur justificatif (facture de réparation ou d'achat d'un nouveau terminal de remplacement).

A noter que la Métropole met en œuvre des modalités d'astreinte (délibération n° 09/09/11/156 du Conseil Communautaire du 12 septembre 2009).

De plus, la Métropole s'acquitte des redevances nécessaires au fonctionnement du système TETRA (ANF, ARCEP, IGN...).

Article 5 : REDEVANCE POUR LA MISE A DISPOSITION DES TERMINAUX

Pour les terminaux fournis par la Métropole et utilisés pour les besoins de la commune, la redevance annuelle s'élève à 120€ par an et par terminal. Cette redevance est remboursée annuellement (en début d'exercice budgétaire) par la commune à la Métropole.

Toutefois, la Ville d'Ollioules ayant mis à disposition à titre gratuit (délibération n° 11/27 du Bureau communautaire du 10 janvier 2011), sur le territoire de sa

commune, un pylône permettant l'implantation d'antennes TETRA pour la mise en œuvre du réseau mutualisé, elle est exonérée de la redevance des équipements terminaux TETRA fournis par la Métropole

Article 6 : PRISE D'EFFET ET DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1 février 2018.

Cette convention est d'une durée de trois ans. A l'issue de ces 3 ans la commune et la Métropole reverront les modalités de fournitures d'équipements terminaux TETRA.

En cas de non renouvellement, la commune restituera les équipements « terminaux » fournis par la Métropole. Ceux-ci devront être rendus en état de fonctionnement tels que fournis initialement.

Article 7 : RESILIATION

La Métropole ou la commune pourront résilier, avec un préavis d'un mois, la présente convention pour tout motif d'intérêt général ou en cas de manquements des obligations de l'autre partie.

En cas de résiliation, la commune restituera les équipements « terminaux » fournis par la Métropole. Ceux-ci devront être rendus en état de fonctionnement tels que fournis initialement.

Fait à Toulon, le en 3 exemplaires,

Commune d'Ollioules

Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Monsieur Robert BENEVENTI
Maire d'Ollioules

Le Président
Hubert FALCO
Ancien Ministre

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/4.3

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Convention APL conclue avec l'Etat pour la création de 3 logements locatifs sociaux sis 12 rue Pierre et Marie Curie

Madame Nicole BERBARDINI, 1^{ère} Adjointe au Maire, rappelle à l'assemblée que par acte notarié du 11 avril 2013 la Commune a fait l'acquisition de l'immeuble sis 12 rue Pierre et Marie Curie à Ollioules. Cette acquisition entre dans le cadre de la politique de conventionnement de logements communaux, initiée par la Commune par délibération n° 04/02/2.1 du 16 février 2004 afin de satisfaire à l'article 55 de la loi SRU.

Depuis le 30 juillet 2012, l'immeuble était reconnu indécent par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale. L'étude menée par SOLHA a prévu d'importants travaux de mise aux normes d'habitabilité pour la création de 3 logements locatifs sociaux par la Ville lesquels débiteront courant mars 2018.

Afin de permettre à la Commune de créer et d'enregistrer des logements locatifs sociaux auprès des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var et afin de permettre aux futurs locataires de bénéficier d'un logement conventionné éligible à l'Aide Personnalisée au Logement, une convention APL est conclue entre l'Etat et la Commune d'Ollioules.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code de la construction et de l'Habitation et notamment les articles L.351-2 et suivants, L.353-1 à L.353-2 et L.353-20

CONSIDERANT la convention APL entre l'Etat et la Commune d'Ollioules pour la création de 3 logements locatifs sociaux de type T1bis sis 12 rue Pierre et Marie Curie à Ollioules.

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE Monsieur le Maire à signer avec l'Etat la convention APL annexée à la présente concernant les 3 logements locatifs sociaux de type T1bis sis 12 rue Pierre et Marie Curie à Ollioules.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à établir et à signer, dès l'achèvement des travaux, un bail à loyer d'un logement conventionné éligible à l'Aide Personnalisée au Logement avec les futurs locataires.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/4.4

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Règlement de fonctionnement de l'établissement multi-accueil « La Charmerie » - Actualisation n° 1/18

Madame Nicole BERNARDINI, 1^{ère} adjointe au Maire informe l'assemblée que le Département et notamment son service PMI, a procédé à une lecture du règlement de fonctionnement de notre établissement d'accueil petite enfance « La Charmerie ».

Sur leur avis, il est proposé de compléter et corriger certains termes et articles de notre règlement. Ces modifications de pure forme ne modifient en rien le contenu et la philosophie de notre règlement de fonctionnement qui est notifié à l'ensemble des parents.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le courrier des services de la PMI reçu le 2 novembre 2017,

Considérant la volonté de la commune de donner suite à la volonté de la PMI,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. ACTUALISE et MODIFIE le règlement de fonctionnement de notre établissement multi-accueil « La Charmerie ».
2. AUTORISE Monsieur le Maire à le signer.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



CE DOCUMENT EST DESTINE A ETRE
UTILISE EN TANT QUE SUPPORT D'INFORMATION
ET DE CONSULTATION. IL NE DOIT PAS
ETRE REPRODUIT NI COMMUNIQUE
AUX TIENNES. IL EST DESTINE A ETRE
UTILISE EN TANT QUE SUPPORT D'INFORMATION
ET DE CONSULTATION. IL NE DOIT PAS
ETRE REPRODUIT NI COMMUNIQUE
AUX TIENNES.

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/4.5

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE : OUI</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Avis du conseil municipal sur l'ouverture d'une classe à l'école Simone VEIL

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la commune d'Ollioules, par courrier du 20 février 2018 a obtenu la confirmation de l'ouverture de classe à l'école Simone VEIL pour la rentrée 2018-2019.

Cette modification de la carte scolaire doit être soumise à l'approbation du conseil municipal.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant l'information reçue ce 20 février 2018 de Monsieur le Directeur Académique relatif à l'ouverture d'une classe à l'école Simone VEIL,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

ACTE et APPROUVE l'implantation d'un poste d'adjoint (ouverture d'une classe) à l'EPPU
Simone VEIL.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/4.6

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :	
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>BLANC(S)</u> :		

OBJET : Personnel communal : recrutement d'un agent contractuel de catégorie A

Madame Jeannine BAUDRAND, adjointe au Maire expose à l'assemblée que la commune d'Ollioules rencontre des difficultés pour le recrutement d'un agent spécialiste bâtiment.

Force est de constater que la fonction publique territoriale compte peu de spécialistes dans ce domaine et que les grosses collectivités territoriales absorbent l'intégralité des fonctionnaires susceptibles de répondre au profil de poste du fait de leur importante attractivité.

En effet, depuis la réorganisation du service en raison du départ à la retraite du Directeur des Services Techniques, la commune tente de recruter mais aucune candidature de fonctionnaire correspondant au profil de poste souhaité n'a été enregistrée. Une annonce publiée en octobre 2017 est restée infructueuse. Une nouvelle annonce vient d'être relancée mais ne connaît pour l'heure aucun succès.

Afin d'optimiser les possibilités de recrutement, la commune entend ouvrir ce poste à des agents contractuels dotés d'une expérience certaine dans le bâtiment.

C'est pourquoi conformément à l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la commune envisage de pourvoir ce poste par un agent contractuel qui serait recruté à durée déterminée pour une durée de 3 ans en qualité d'ingénieur bâtiment par référence au cadre d'emplois de catégorie A des ingénieurs territoriaux à temps complet à compter du 1^{er} mai 2018.

Les conditions de recrutement seront les suivantes :

- Grade d'ingénieur territorial
- Echelon 8 indice brut 724, indice majoré 599

Placé sous la responsabilité du Directeur des Services Techniques, cet agent aura pour mission principale de réaliser des pièces techniques des DCE (CCTP, DPGF, plans, estimation MOE) de procéder à l'analyse des offres, d'assurer le suivi de chantier, de rédiger et suivre les contrats d'entretien et de contrôle technique, de préparer techniquement les commissions de sécurité, de préparer les besoins budgétaires pour les bâtiments en sections d'investissement et de fonctionnement.

L'agent devra donc justifier d'une grande expérience professionnelle dans le domaine du bâtiment. La qualité du CV sera examinée. Sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement et suivra les évolutions législatives. L'agent pourra bénéficier du régime indemnitaire applicable à la collectivité.

Le contrat de l'agent pourra être renouvelable par reconduction expresse (nouvelle délibération) sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat ne pourra être reconduit que pour une durée indéterminée.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3-3-2°,

Considérant la nécessité de recruter un ingénieur bâtiment qui fait cruellement défaut au service de la commune,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. DECIDE la création d'un emploi d'ingénieur bâtiment relevant du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux à temps complet dans les conditions définies ci-dessus.
2. DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/4.7

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u>	<u>OUI</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Personnel communal : actualisation du tableau des effectifs

Madame Jeannine BAUDRAND, adjointe au Maire informe l'assemblée qu'il convient de procéder à une actualisation de notre tableau des effectifs.

En effet, la commune souhaite pourvoir un poste de technicien bâtiment devenu vacant pour répondre à d'importants besoins de travaux sur la commune. En conséquence, s'agissant de pouvoir satisfaire toute opportunité qui se présenterait, il est procédé à la création d'un poste de technicien territorial principal de 2^{ème} classe. L'assemblée est donc appelée à approuver cette création de poste.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le tableau des effectifs du personnel communal,

Considérant la nécessité de créer un poste de technicien territorial principal de 2^{ème} classe,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

- LE MAIRE**
Robert BENEVENTI

[illegible]

COMMUNE D'OLLIIOULES
DEPARTEMENT DU VAR

LISTE DU PERSONNEL PAR GRADE ET PAR FILIERE
MIS A JOUR

GRADES ou EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Effectifs non pourvus
Directeur Général des Services (détachement) (1)	A	1	1	0
Collaborateur de Cabinet du Maire	A	0	0	0
<u>FILIERE ADMINISTRATIVE</u>				
Attaché hors classe	A	1	1	0
Attaché principal	A	3	2	1
Attaché	A	5	5	0
Rédacteur principal 1ère classe	B	2	2	0
Rédacteur principal 2ème classe	B	1	1	0
Rédacteur	B	7	7	0
Adjoint Administratif Principal de 1ère classe	C	8	6	2
Adjoint Administratif Principal de 2ème classe	C	13	10	3
Adjoint administratif	C	4	2	2
<u>TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE</u>		45	37	8

GRADES ou EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Effectifs non pourvus
<u>FILIERE TECHNIQUE</u>				
Ingénieur Principal	A	2	1	1
Ingénieur	A	1	1	0
Technicien principal 1ère classe	B	1	1	0
Technicien principal 2ème classe	B	2	1	1
Technicien	B	2	1	1
Agent de Maîtrise Principal	C	3	3	0
Agent de Maîtrise	C	10	8	2
Adjoint Technique Principal de 1ère classe	C	4	4	0
Adjoint Technique Principal de 2ème classe	C	18	10	8
Adjoint technique	C	17	12	5
<u>TOTAL FILIERE TECHNIQUE</u>				
		60	42	18

GRADES ou EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Effectifs non pourvus
<u>FILIERE MEDICO SOCIALE</u>				
Educateur Prinpl de jeunes enfants	B	3	2	1
Educateur de Jeunes Enfants	B	1	1	0
Aux. Puér. Principal 1ère classe	C	1	1	0
Aux. Puéri. Principal 2ème classe	C	2	1	1
Infirmière en soins généraux de C.N.	A	1	1	0
ASEM Principal 1ère classe	C	2	2	0
ATSEM Principal 2ème classe	C	3	1	2
<u>TOTAL FILIERE MEDICO SOCIALE</u>		13	9	4
<u>FILIERE SPORTIVE</u>				
Educateur principal APS 2ème classe	B	1	1	0
Educateur APS	B	0	0	0
<u>TOTAL FILIERE SPORTIVE</u>		1	1	0
<u>FILIERE CULTURELLE</u>				
Adjoint du Patrimoine 2ème classe	C	0	0	0
Assistant conservation hors classe	B	0	0	0
Assistant conservation 1ère classe	B	0	0	0
Assistant conservation 2ème classe	B	0	0	0
Assist qualifié conserv. 1ère classe	B	0	0	0
Assistant qualifié conservation 2ème classe	B	0	0	0
<u>TOTAL FILIERE CULTURELLE</u>		0	0	0

GRADES ou EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Effectifs non pourvus
FILIERE POLICE MUNICIPALE				
Chef de service de Police Municipale Principal de 1ère classe	B	0	0	0
Chef de service de Police Municipale Principal de 2ème classe	B	0	0	0
Chef de service de police municipale	B	1	0	1
Chef de Police Municipale	C	1	1	0
Brigadier Chef Principal	C	4	2	2
Gardien/Brigadier	C	6	5	1
TOTAL FILIERE POLICE MUNICIPALE		12	8	4

TOTAL GENERAL (TOUTES FILIERES)		131	97	34
--	--	-----	----	----

1. Le 1er janvier 2017, le nombre de policiers municipaux est de 131. Ce nombre est composé de 121 policiers municipaux titulaires et 10 policiers municipaux stagiaires. Le nombre de policiers municipaux titulaires est de 121, ce qui correspond à 121 postes. Le nombre de policiers municipaux stagiaires est de 10, ce qui correspond à 10 postes. Le nombre de policiers municipaux titulaires est de 121, ce qui correspond à 121 postes. Le nombre de policiers municipaux stagiaires est de 10, ce qui correspond à 10 postes.

2. Le 1er janvier 2017, le nombre de policiers municipaux est de 131. Ce nombre est composé de 121 policiers municipaux titulaires et 10 policiers municipaux stagiaires. Le nombre de policiers municipaux titulaires est de 121, ce qui correspond à 121 postes. Le nombre de policiers municipaux stagiaires est de 10, ce qui correspond à 10 postes. Le nombre de policiers municipaux titulaires est de 121, ce qui correspond à 121 postes. Le nombre de policiers municipaux stagiaires est de 10, ce qui correspond à 10 postes.

3. Le 1er janvier 2017, le nombre de policiers municipaux est de 131. Ce nombre est composé de 121 policiers municipaux titulaires et 10 policiers municipaux stagiaires. Le nombre de policiers municipaux titulaires est de 121, ce qui correspond à 121 postes. Le nombre de policiers municipaux stagiaires est de 10, ce qui correspond à 10 postes. Le nombre de policiers municipaux titulaires est de 121, ce qui correspond à 121 postes. Le nombre de policiers municipaux stagiaires est de 10, ce qui correspond à 10 postes.

DEPARTEMENT DU VAR

MIS A JOUR

GRADES ou EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Effectifs non pourvus
<u>FILIERE ADMINISTRATIVE</u>				
Adjoint administratif principal 2ème cl	C	2	1	1
Adjoint administratif	C	7	6	1
<u>FILIERE TECHNIQUE</u>				
Adjoint technique principal 2ème cl,	C	4	2	2
Adjoint technique	C	7	6	1
<u>FILIERE MEDICO SOCIALE</u>				
Educateur de jeunes enfants	B	1	0	1
Auxi.Puér. Principal 1ère classe	C	0	0	0
Auxi, Puéri, Principal 2ème classe	C	1	0	1
ATSEM principal 1ère classe	C	1	1	0
ATSEM principal 2ème classe	C	4	2	2
<u>TEMPS NON COMPLET</u>		27	18	9

COMMUNE D'OLLIOULES
DEPARTEMENT DU VAR

ETAT DU PERSONNEL DE LA COMMUNE
PERSONNEL NON TITULAIRE à temps complet

GRADES ou EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Effectifs non pourvus
<u>FILIERE TECHNIQUE</u>				
<u>Adjoint technique 2ème classe</u>	C	2	0	2
<u>TOTAUX TEMPS COMPLET</u>		2	0	2

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	5
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---

DEPARTEMENT DU VAR

PERSONNEL NON TITULAIRE à temps non complet

GRADES ou EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Effectifs non pourvus
<u>FILIERE TECHNIQUE</u>				
Adjoint technique 2ème classe	C	1	0	1
<u>TOTAUX TEMPS NON COMPLET</u>		1	0	1

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 18/03/4.8

SEANCE DU 12 MARS 2018

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE DOUZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Dominique RIGHI, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Choix du délégataire pour la DSP « Maison des Jeunes »

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération n° 17/07/4.3 en date du 3 juillet 2017, le conseil municipal a approuvé le lancement d'une procédure pour la Délégation de Service Public (DSP) de la Maison des Jeunes.

Après la publication d'un avis d'appel public à concurrence dans le BOAMP ainsi que dans NICE MATIN, la commission de DSP se réunissait le 27 novembre 2017 afin de procéder à l'ouverture des plis arrivés dans les délais et constater, à cet effet, les candidatures et offres suivantes :

- ⇒ ODEL VAR
- ⇒ Ligue de l'Enseignement FOL 83

Les plis relatifs aux candidatures et aux offres étant conformes, elles ont été examinées par la commission de DSP le 4 décembre 2017.

Après examen et négociations avec les candidats, il vous est proposé de retenir comme délégataire de la Maison des Jeunes : la FOL 83.

Le contrat de concession proposé à votre approbation est d'une durée de 2 ans et 9 mois, soit jusqu'au 21 décembre 2020.

L'ASSEMBLEE,

Vu l'article L 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,

Vu le décret du 1^{er} février 2016,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. ADOPTE le choix du délégataire de la Maison des Jeunes à savoir la FOL 83.
2. APPROUVE les termes du contrat de concession joint à la présente délibération.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment, à signer le contrat d'affermage.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

